

« Il faudra toucher à la Sécu »

FÉDÉRAL Comment trouver 17 milliards en évitant les hausses d'impôt ?

► Les formateurs veulent économiser sans (trop) taxer.

► Les experts estiment qu'il n'y a plus que dans la Sécu qu'il reste de la marge.

Les négociateurs du gouvernement fédéral se trouvent devant une montagne : économiser 17,3 milliards d'ici à la fin de la législature. Le formateur Kris Peeters l'a rappelé ce dimanche : « La seule évidence pour l'instant, c'est que nous devons trouver ce montant. »

Il nous revient que le débat fait rage entre négociateurs pour savoir à quelle vitesse on va procéder à ces économies et surtout comment. Parviendra-t-on à éviter aux Belges une hausse des impôts ? Nous avons sondé des spécialistes des finances publiques. Ils sont sceptiques.

« C'est une question de choix politique. Mais je ne vois pas comment on pourra réaliser cet effort sans augmenter la fiscalité », dit Giuseppe Pagano, professeur à l'Université de Mons. Marc Bourgeois, professeur de droit fiscal et de finances pu-

bliques à l'Université de Liège partage cet avis.

Ceci dit, la Belgique étant déjà le deuxième état le plus taxé

d'Europe, la marge d'augmentation fiscale n'est pas des plus confortables. « Vu la composition de la majorité qui s'annonce, je ne vois qu'une hausse de la TVA », dit Marc Bourgeois. Augmenter le taux actuel, qui s'élève déjà à 21 % ? « Non, je ne pense pas que ce soit la solution. En revanche, le problème de la Belgique, ce sont les nombreux taux réduits, dont l'efficacité n'a pas été démontrée. Le gouvernement pourrait songer à relever ces taux. »

La Belgique n'échappera donc sans doute pas à des hausses de fiscalité (et/ou à un saut d'index). Une grande partie de l'effort sera concentrée sur les réductions de dépenses publiques. Mais hélas, là aussi, les possibilités ne sont pas légion. « On peut penser à la Défense, mais en ces temps instables et vu les engagements internationaux de la Belgique, pourra-t-on se le permettre ?, se demande Marc Bourgeois. Pas facile non plus d'économiser dans la Justice ou les Affaires étrangères. » Même perception chez Giuseppe Pagano : « Le budget de la défense, par exemple, c'est trois mil-

liards d'euros. Et il faut en trouver plus de 17... »

Mais alors, où raboter les dépenses ? Nos deux experts ne voient qu'une issue : réduire les coûts de la Sécurité sociale. « Sans le préconiser, je ne vois pas comment on pourrait économiser sans réduire les dépenses sociales. C'est le seul domaine où il y a du mou. Il y a des sources d'économies possibles dans l'organisation du système. » Giuseppe Pagano a identifié la même source d'économies : « Il n'y a pratiquement plus que là qu'on peut imaginer des efforts. La Sécu, c'est un budget de 80 milliards d'euros. »

Les formateurs ne s'y sont pas trompés. Il nous revient qu'ils songent très sérieusement à réduire les frais de fonctionnement de la Sécurité sociale... Politiquement, la voie est d'autant plus dégagée que Laurette Onkelinx, qui occupait le poste des Affaires sociales et refusait les coupes dans la Sécu ne sera pas du prochain gouvernement, où l'on ne devrait pas trouver de socialistes.

Mais la riposte pourrait alors venir de l'opposition et des syndicats. La législature budgétaire risque d'être chaude. ■

BERNARD DEMONTY